

Bonjour,

Cette lettre hebdomadaire vous tient informé-e de l'actualité sociale et syndicale. Sa mise en page vous permet de repérer rapidement les informations qui vous intéressent. Les liens renvoient le plus souvent à des versions imprimables pour diffusion/affichage dans vos écoles et établissements*.

Bonne lecture.

* Le [droit syndical](#) permet l'utilisation des moyens de l'établissement à cette fin.

SUD Education

Pour vos panneaux syndicaux :

La nécessité de s'unir de la maternelle à l'université.



Précarité renforcée, postes supprimés, fermeture de classes, privatisation rampante, dégradation des conditions d'étude et de travail, sélection renforcée et inégalités territoriales, fin des cadre nationaux... ce 4-pages de SUD Education analyse de la maternelle à l'université les réformes en cours.

- > [Voir ici...](#) le 4 à afficher ou distribuer autour de vous.
- > [Lire ici...](#) également le communiqué SUD-FSU-CGT sur le second degré.
- > [Lire ici...](#) le bulletin "éducation en lutte"

Répression du mouvement social étudiant.

SUD dénonce une nouvelle opération policière à Tolbiac.

Cette opération policière a été précédée d'une campagne ahurissante de calomnie des personnels et des étudiant-e-s qui occupaient le site, notamment à l'initiative du président de l'université Georges Haddad.

La préfecture de police, qui prétendait hier encore ne pas avoir "donné suite" à la demande d'intervention des CRS du président de l'université Georges Haddad, a pourtant fait évacuer Tolbiac.

La fédération SUD éducation apporte tout son soutien à ses camarades, aux collègues et étudiant-e-s participant à l'occupation.



Elle dénonce avec force cette nouvelle mode gouvernementale qui consiste à violer les franchises universitaires et transformer les universités en autant de terrains de jeux pour la police.

Au lieu de se féliciter d'empêcher le débat démocratique d'avoir lieu sur les campus, le ministre de l'Intérieur serait sans doute plus avisé de se demander pourquoi les enquêtes relatives aux agressions perpétrées par des milices fascistes contre les étudiant-e-s mobilisé-e-s n'aboutissent pas.

Solidaires dans les luttes



Après le 19 avril, poursuivons les grèves, construisons un front commun !

La journée du 19 avril appelée pour la défense des services publics, de l'emploi et des salaires a rassemblé des dizaines de milliers de manifestant-es, appelé nationalement par seulement deux organisations. Elle a constitué un moment de rencontre important dans la rue mais aussi dans des assemblées générales ouvertes ou communes dans les services.

Ce qui s'est affirmé à cette occasion, c'est la volonté de défendre pied à pied les revendications portées dans les différents secteurs en lutte. Mais aussi de les mettre en commun parce que dans toutes ces luttes des préoccupations communes émergent : défense des services publics, augmentations de salaires, défense de l'emploi et des conditions de travail. Elles se confrontent au business modèle du CAC40. C'est cette orientation portée par le Medef et par le gouvernement qui mettent en avant la rentabilité contre le service public, le mérite de quelques un-es contre les droits de tous-tes, la productivité contre l'emploi et le lien social, tout cela pour enrichir une fraction infime de la population.

> [Lire ici...](#) l'édito d'actualité

ZAD de Notre-Dame-des-Landes : appel pour une vraie sortie de crise

Avant la reprise du dialogue avec la préfète de Loire-Atlantique, des organisations nationales, nationales et régionales appellent fermement le gouvernement à permettre une sortie de crise à la ZAD de Notre-Dame-des-Landes.

La tentative d'expulsion des habitant-es de la ZAD engagée la semaine dernière par le gouvernement s'est soldée par un échec cuisant et prévisible. La méthode forte employée, brutale et guerrière a blessé de nombreuses personnes, semé la révolte et relancé un conflit stérile.

Nous répétons que la poursuite des expulsions serait dramatique et ferait risquer un nouveau Sivens.

Avant la reprise du dialogue avec la préfète de Loire-Atlantique, des organisations nationales, nationales et régionales appellent fermement le gouvernement à permettre une sortie de crise à la ZAD de Notre-Dame-des-Landes.

La tentative d'expulsion des habitant-es de la ZAD engagée la semaine dernière par le gouvernement s'est soldée par un échec cuisant et prévisible. La méthode forte employée, brutale et guerrière a blessé de nombreuses personnes, semé la révolte et relancé un conflit stérile.

Nous répétons que la poursuite des expulsions serait dramatique et ferait risquer un nouveau Sivens.

Avant la reprise du dialogue avec la préfète de Loire-Atlantique, des organisations nationales, nationales et régionales appellent fermement le gouvernement à permettre une sortie de crise à la ZAD de Notre-Dame-des-Landes.

La tentative d'expulsion des habitant-es de la ZAD engagée la semaine dernière par le gouvernement s'est soldée par un échec cuisant et prévisible. La méthode forte employée, brutale et guerrière a blessé de nombreuses personnes, semé la révolte et relancé un conflit stérile.

Nous répétons que la poursuite des expulsions serait dramatique et ferait risquer un nouveau Sivens.

Avant la reprise du dialogue avec la préfète de Loire-Atlantique, des organisations nationales, nationales et régionales appellent fermement le gouvernement à permettre une sortie de crise à la ZAD de Notre-Dame-des-Landes.

La tentative d'expulsion des habitant-es de la ZAD engagée la semaine dernière par le gouvernement s'est soldée par un échec cuisant et prévisible. La méthode forte employée, brutale et guerrière a blessé de nombreuses personnes, semé la révolte et relancé un conflit stérile.

Nous répétons que la poursuite des expulsions serait dramatique et ferait risquer un nouveau Sivens.

ZAD de Notre-Dame-des-Landes : Appel pour une vraie sortie de crise !

Avant la reprise du dialogue avec la préfète de Loire-Atlantique, des organisations nationales, associations, collectifs appellent fermement le gouvernement à permettre une sortie de crise à la ZAD de Notre-Dame-des-Landes.

La tentative d'expulsion des habitant-es de la ZAD engagée la semaine dernière par le gouvernement s'est soldée par un échec cuisant et prévisible. La méthode forte employée, brutale et guerrière a blessé de nombreuses personnes, semé la révolte et relancé un conflit stérile.

Nous répétons que la poursuite des expulsions serait dramatique et ferait risquer un nouveau Sivens.

> [Lire la suite...](#)



Soutien aux cheminots :

Communiqué de l'intersyndicale Fonction publique.

Communiqué commun de soutien aux cheminots

Les organisations syndicales de la fonction publique estiment que le service public ferroviaire doit être maintenu pour l'intérêt commun de tous les usagers et du pays.

Elles rappellent que le statut particulier des cheminots n'est en rien un obstacle à un service public moderne et de qualité. Comme dans de nombreux secteurs, la qualité du service public dépend avant tout de la mise en adéquation des missions et des besoins des usagers avec les moyens matériels et humains nécessaires.

Nous répétons que la poursuite des expulsions serait dramatique et ferait risquer un nouveau Sivens.

Avant la reprise du dialogue avec la préfète de Loire-Atlantique, des organisations nationales, nationales et régionales appellent fermement le gouvernement à permettre une sortie de crise à la ZAD de Notre-Dame-des-Landes.

La tentative d'expulsion des habitant-es de la ZAD engagée la semaine dernière par le gouvernement s'est soldée par un échec cuisant et prévisible. La méthode forte employée, brutale et guerrière a blessé de nombreuses personnes, semé la révolte et relancé un conflit stérile.

Nous répétons que la poursuite des expulsions serait dramatique et ferait risquer un nouveau Sivens.

Avant la reprise du dialogue avec la préfète de Loire-Atlantique, des organisations nationales, nationales et régionales appellent fermement le gouvernement à permettre une sortie de crise à la ZAD de Notre-Dame-des-Landes.

La tentative d'expulsion des habitant-es de la ZAD engagée la semaine dernière par le gouvernement s'est soldée par un échec cuisant et prévisible. La méthode forte employée, brutale et guerrière a blessé de nombreuses personnes, semé la révolte et relancé un conflit stérile.

Nous répétons que la poursuite des expulsions serait dramatique et ferait risquer un nouveau Sivens.

Les organisations syndicales de la fonction publique estiment que le service public ferroviaire doit être maintenu pour l'intérêt commun de tous les usagers et du pays.

Elles rappellent que le statut particulier des cheminots n'est en rien un obstacle à un service public moderne et de qualité. Comme dans de nombreux secteurs, la qualité du service public dépend avant tout de la mise en adéquation des missions et des besoins des usagers avec les moyens matériels et humains nécessaires.

> [Lire la suite...](#)

Interview président de la République :

Renforcer nos luttes face à un pouvoir qui ne veut rien entendre.

Interview du président de la République :

Renforcer nos luttes face à un pouvoir qui ne veut rien entendre.

Macron a pris la parole lors de deux longs moments de communication dont nous retiendrons son message principal : sa détermination à ne rien changer de sa politique (droit dans ses bottes comme Juppé en 1995...). Que dit-il ?

Avant la reprise du dialogue avec la préfète de Loire-Atlantique, des organisations nationales, nationales et régionales appellent fermement le gouvernement à permettre une sortie de crise à la ZAD de Notre-Dame-des-Landes.

La tentative d'expulsion des habitant-es de la ZAD engagée la semaine dernière par le gouvernement s'est soldée par un échec cuisant et prévisible. La méthode forte employée, brutale et guerrière a blessé de nombreuses personnes, semé la révolte et relancé un conflit stérile.

Nous répétons que la poursuite des expulsions serait dramatique et ferait risquer un nouveau Sivens.

Avant la reprise du dialogue avec la préfète de Loire-Atlantique, des organisations nationales, nationales et régionales appellent fermement le gouvernement à permettre une sortie de crise à la ZAD de Notre-Dame-des-Landes.

La tentative d'expulsion des habitant-es de la ZAD engagée la semaine dernière par le gouvernement s'est soldée par un échec cuisant et prévisible. La méthode forte employée, brutale et guerrière a blessé de nombreuses personnes, semé la révolte et relancé un conflit stérile.

Nous répétons que la poursuite des expulsions serait dramatique et ferait risquer un nouveau Sivens.

Avant la reprise du dialogue avec la préfète de Loire-Atlantique, des organisations nationales, nationales et régionales appellent fermement le gouvernement à permettre une sortie de crise à la ZAD de Notre-Dame-des-Landes.

La tentative d'expulsion des habitant-es de la ZAD engagée la semaine dernière par le gouvernement s'est soldée par un échec cuisant et prévisible. La méthode forte employée, brutale et guerrière a blessé de nombreuses personnes, semé la révolte et relancé un conflit stérile.

Nous répétons que la poursuite des expulsions serait dramatique et ferait risquer un nouveau Sivens.

Macron a pris la parole lors de deux longs moments de communication dont nous retiendrons son message principal : sa détermination à ne rien changer de sa politique (droit dans ses bottes comme Juppé en 1995...). Que dit-il ?

> [Lire la suite...](#)

Assurance chômage : un projet de loi contre les chômeurs et les chômeuses

La réforme de l'assurance chômage épeusement appelée « pour la liberté de choisir son avenir professionnel » est présentée au conseil des ministres ce 25 avril.

Cette réforme qui associe formation professionnelle, apprentissage et chômage vient compléter le dispositif mis en place avec le transfert des cotisations chômage des salariés vers la CSG déjà décidé par ailleurs.

Des mesures d'accompagnement de l'assurance et de l'indemnisation :

- Elle renforce le contrôle des chômeurs et chômeuses ;
- Elle allonge le financement actuel en élargissant les possibilités d'indemnisation (travail d'insertion, missions pour une insertion professionnelle spécifique, mais sans moyen accordé) ;
- Elle prendra fin contre la précarité en modifiant les cotisations des intérimaires dans un cadre aligné dans les branches et sans toucher à la garde-manger des salariés de province (CEI, autres, temps partiel, non chômeurs, transformation de contrats de travail en contrats commerciaux via l'activation d'acte entrepreneurial « auto... »).

Solidaires sera dans la rue avec les associations de chômeurs ce 21 avril pour défendre les droits de tous et toutes :

- Pour que l'indemnisation, comme compensation du salaire et en tout état de cause une indemnisation pour toute les causes de chômage va redonner au SDF ;
- Pour la cessation d'un système de cotisation qui est un préjudice ;
- Pour un accompagnement par Pôle emploi et des formations correspondant aux besoins des personnes au chômage, ce qui implique un accord digne pour tous et toutes ;
- Pour des politiques de création d'emplois utiles et la réduction du temps de travail à 32 heures.

Des initiatives sont prévues dans plusieurs villes de France. A Paris les associations appelleront à un rassemblement mercredi 25 avril à 14h au siège de l'Unsaic, 4 rue Turbigo.

21 rue de la Grange aux Herbes 75 008 Paris	Téléphone 01 1 88 28 30 28 Télécopie 01 41 01 01 14	contact@solidaires.org www.solidaires.org	
--	--	--	---

Assurance chômage :
Un projet de loi contre les chômeurs et les chômeuses.

La réforme de l'assurance chômage élégamment appelée « pour la liberté de choisir son avenir professionnel » est présentée au conseil des ministres ce 25 avril. Cette réforme qui associe formation professionnelle, apprentissage et chômage vient compléter le dispositif mis en place avec le transfert des cotisations chômage des salarié-es vers la CSG déjà décidé par ailleurs.

> [Lire la suite...](#)

Fonction publique :

Processus d'actions et nouvelle grève le 22 mai prochain.

> [Lire ici...](#) l'appel intersyndical Fonction publique avec désormais 9 OS signataires (UNSA et CFDT ayant rejoint le mouvement).



Communiqué de presse 22 avril 2018

Prise en charge des personnes dépendantes :

Les professionnels toujours mobilisés !

PRISE EN CHARGE DES PERSONNES AGÉES DÉPENDANTES : LES PROFESSIONNELS TOUJOURS MOBILISÉS !

L'intersyndicale CFDT, CFE-CGC, CFTC, CGT, FA-FPH, FO, FSU, SUD, UFAS et UNSA soutenue par l'AD-PA constate que le Président de la République, Emmanuel MACRON a été contraint de s'exprimer sur le sujet confirmant ainsi le succès des grèves et des mobilisations des 30 janvier et 15 mars. Pour autant sa proposition d'une 2^{ème} journée de solidarité est une provocation inacceptable. Elle doit être abandonnée !

Les annonces suscitent totalement l'urgence des réponses sur les revendications portées par les salariés pendant ce chômage des personnes âgées et toutes les revendications qui les soutiennent. Aussi l'intersyndicale et l'AD-PA appellent que des mesures immédiates doivent être prises pour améliorer le quotidien des personnes âgées, à domicile et en établissement, tout comme les conditions de travail des professionnels.

- Augmenter le temps passé auprès des personnes âgées à domicile et appliquer le veto d'un personnel pour une personne accompagnée en établissement (veto par le Plan Solidarité Grand Age de 2016) ;
- Renforcer les salaires, améliorer les conditions et les conditions de travail des personnels à domicile et en établissement dans le cadre du SUD et des Conventions Collectives Régionales ;
- Financer le financement de l'aide à domicile, abroger les dispositions législatives limitent les activités des établissements et maintenir tous les effectifs ;

Aucune amélioration des conditions de travail et des conditions de vie de nos amis n'aura été constatée à ce jour, aucun calendrier de négociation n'ayant été proposé, nous exigeons une fois encore la rencontre la plus haut niveau de l'Etat. Notre conception du dialogue social ne saurait se substituer de discussions devant la presse.

A l'issue de cette journée de mobilisation et d'ouverture de négociations au plus haut niveau dès le 18 mai, l'intersyndicale soutient par l'AD-PA appeler à une nouvelle mobilisation des professionnels du secteur de la prise en charge des personnes âgées, soit à domicile (CFDT) et Hôpitaux Universitaires.

> [Lire la suite...](#)

L'intersyndicale CFDT, CFE-CGC, CFTC, CGT, FA-FPH, FO, FSU, SUD, UFAS et UNSA soutenue par l'AD-PA constate que le Président de la République, Emmanuel MACRON a été contraint de s'exprimer sur le sujet confirmant ainsi le succès des grèves et des mobilisations des 30 janvier et 15 mars. Pour autant sa proposition d'une 2^{ème} journée de solidarité est une provocation inacceptable : Elle doit être abandonnée !

Air France :

Les grèves sont maintenues les 17, 18, 23 et 24 avril.

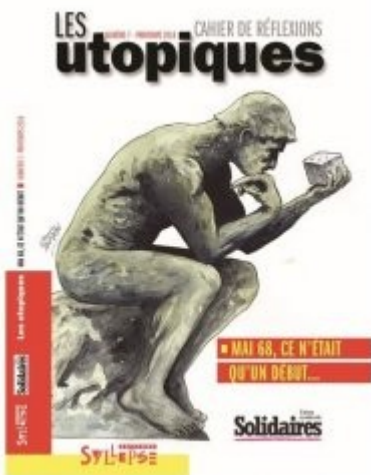
> [Lire ici...](#) le communiqué de l'intersyndicale d'Air France (dont les syndicats de Solidaires)
> [Lire ici...](#) le dernier tract intersyndical "La grève commence à faire bouger la direction".



"Toutes ces luttes se renforcent les unes les autres".
L'union syndicale Solidaires dans la presse.

L'union syndicale Solidaires a décidé de rejoindre l'appel à grève le 19 avril. Pour son porte-parole, éric Beynel, le nombre et la diversité des luttes peuvent présager la naissance d'une mobilisation d'ampleur.

- > [Lire la suite...](#) de l'entretien paru dans l'Humanité.
- > [Lire ici...](#) également la tribune parue dans Mediapart
- > [Ecouter ici...](#) l'interview sur France Info.



Les Utopiques.
 N°7.

> [Voir ici...](#) le sommaire et la couverture de la dernière livraison du cahier de réflexion de l'Union syndicale Solidaires, consacré à Mai 68 + 50 ans.



Solidaires & égales
 N°20.

> [Lire ici...](#) la dernière livraison du bulletin syndical de commission antisexiste de Solidaires, avec au sommaire :

- le 8 mars toute l'année
- Action
- Contre les violences
- Journées intersyndicales femmes
- Solidaires & internationales dont rencontre Madrid
- femmes zapatistes
- Elles ont osé

**Pas dans 10 ans.
 Maintenant !**



FORGOTTEN PARIS
**LOI SECRET DES AFFAIRES:
NE LAISSONS PAS LES ENTREPRISES
ET LES BANQUES D'AFFAIRES
IMPOSER LA LOI DU SILENCE !**

Secret des affaires :

Lettre ouverte au président de la République.

Le Parlement s'apprête à voter une proposition de loi portant « sur la protection des savoir-faire et des informations commerciales non divulgués (secrets d'affaires) contre l'obtention, l'utilisation et la divulgation illicites ». Dans cette lettre ouverte, de nombreux lanceurs d'alertes, syndicats, associations, journalistes, chercheurs dont l'union syndicale Solidaires, rappellent au chef de l'État sa promesse de défendre le droit à l'information et l'intérêt général.

> [Lire ici...](#)

Visite de Justin Trudeau à Paris :

Le collectif Stop TAFTA/CETA alerte sur les dangers du CETA.



A l'occasion de la journée mondiale de solidarité avec les luttes paysannes et de l'allocution du Premier ministre canadien, Justin Trudeau, devant l'Assemblée Nationale ce 17 avril 2018, le collectif Stop TAFTA/CETA organise une action symbolique à 13h Place Edouard Herriot. Il s'agit d'alerter à nouveau les parlementaires français sur les risques que l'accord de commerce entre l'UE et le Canada (CETA) fait peser sur les droits sociaux, l'agriculture, et de montrer son incompatibilité avec la lutte contre les dérèglements climatiques..

> [Lire ici..](#)

Prochaines dates :

Mai 2018

- **Commission** international : **mercredi 2 mai** 2018 de 13h30 à 17h00 dans les locaux de Solidaires au 31, rue de la Grange aux Belles 75010 **Paris**.
- **GT** vidéos sous forme de conférence téléphonique le **mardi 8 mai à 18h**.
- **Stage** "Préparer et Réussir les élections professionnelles de 2018" : **16 mai 2018** dans les locaux de Solidaires au 31, rue de la Grange aux Belles 75010 **Paris**.
- **Commission** second degré : **mercredi 16 mai 2018**, de 10h à 17h, dans la salle de Solidaires Paris (1er étage gauche), 31 rue de la Grange aux Belles, 75010 **Paris**.
- **Stage** fédéral : AESH (CDI-CDD-CUI) « luttes et revendications » : **17 et 18 mai** à la Bourse du travail à **Paris**.
- **GT** élections : **jeudi 24 mai** de 10h à 17h dans les locaux fédéraux (31 rue de la Grange aux

Belles, 75010 **Paris**).

- **Stage** « Démocratie et coopération à l'école » : **24 et 25 mai à Laval** (53).
- **Stage** "Défendre collectivement les droits des personnels pour un syndicalisme de lutte" : les 28 et 29 mai 2018 à **Paris**.

Juin 2018

- **Commission** international : **vendredi 1 juin** 2018 de 10h00 à 16h00 dans les locaux de Solidaires au 31, rue de la Grange aux Belles 75010 **Paris**.
- **Commission** premier degré : **mercredi 6 juin 2018** à **Marseille**.
- **Stage** premier degré "Résister au quotidien : connaître ses droits, en finir avec la compétition" : **jeudi 7 et vendredi 8 juin** à **Marseille**.
- **Stage** "Pédagogies alternatives" : **jeudi 14 et vendredi 15 juin** au collège **Gassendi** à **Digne-les-Bains**..

Rappel :

Stages et formations syndicales : Tous les personnels peuvent y participer sur leur temps de travail et sans perte de salaire, demande de congé à déposer à son supérieur hiérarchique un mois à l'avance.

Réunions syndicales, commissions, groupes de travail,... : Tous les adhérents de SUD Education peuvent participer à ces réunions, sur leur temps de travail, frais de déplacement pris en charge par le syndicat. Demande d'autorisation spéciale d'absence (ASA) à déposer 8 jours à l'avance accompagnée d'une convocation à nous demander. [Détails et modèles de demande ici...](#)

Pour tous les autres cas, ou toute question, nous contacter.

SUD Éducation vit grâce aux cotisations des adhérents et à l'énergie des militants.

[Nous rejoindre...](#)

[Nous contacter...](#)

The logo features the word "éducation" in a small, black, sans-serif font above the word "SUD" in a large, bold, black, stylized script font. To the right of "SUD" is the number "04" in the same large, bold, black, stylized script font.

Site internet: <http://www.sudeduc04.org>

Contact : admin@sudeduc04.org - Bourse du Travail, 42, Bd Victor Hugo ■ 04 86 49 11 91 ■ 07 78 12 45 25